

# Après l'hommage à nos braves vient le temps de l'introspection



Le 25 novembre 2019 au soir, treize de nos vaillants soldats, opérant au sein de l'opération Barkhane et engagés dans une action d'appui aux commandos de la force au contact de groupes armés islamistes, perdaient la vie à la suite d'un abordage entre deux hélicoptères. C'est un lourd tribut payé par nos armées engagées par le pouvoir politique pour la défense des intérêts de la France et de l'Europe. Nos valeureux soldats sont morts loin de leur pays, loin de leurs familles qui les pleurent aujourd'hui, loin de leurs compatriotes qui s'associent à leurs frères d'armes pour les honorer. Car ils sont morts en accomplissant un devoir sacré au service de notre pays, au service d'une cause qui les dépasse. Et le sang

versé est celui du sacrifice consenti au nom de valeurs intrinsèquement nobles qui guident nos armées et cependant salies par les caricatures outrageantes et incompréhensibles d'un journal qui a pourtant lui-même payé, il y a peu, le prix du sang appliqué par la même hydre islamiste qui est combattue au Mali. Et ce sang versé n'est pas celui de victimes mais celui de braves conscients des risques mais animés par une détermination sans faille et un sens du devoir et de l'honneur propres au soldat. Ce sang versé est celui de braves qui ont eu un comportement héroïque par la foi manifestée en la mission à accomplir. Ils sont devenus sans le vouloir des héros mais non des victimes et doivent être honorés comme tels.

*Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle,*

*Mais pourvu que ce fût dans une juste guerre.*

*Heureux ceux qui sont morts pour quatre coins de terre.*

*Heureux ceux qui sont morts d'une mort solennelle.*

*(Charles Péguy)*

Alors, après le temps du deuil, de l'hommage rendu, de la compassion manifestée, on ne peut plus rester impassible et silencieux dans l'attente résignée de l'annonce des prochaines vies qui seront fauchées. Le temps de la réflexion, de l'introspection, du questionnement voire de la critique d'une gestion à court terme des affaires du monde et du pays n'est-il pas venu, près de sept ans après l'engagement de la France au Mali ? Y a-t-il une vision à long terme dans cette guerre certes légitime contre l'islamisme conduite à l'extérieur ? Mais cette guerre ne devrait-elle pas être menée également et fermement sur le territoire national ? Et le but de guerre a-t-il été fixé car toute opération guerrière menée sans but précis est vouée à l'échec ? Mais pour fixer un but de guerre, ne faut-il pas au préalable désigner l'ennemi, car l'ennemi ce

n'est pas le terrorisme qui n'est qu'un instrument, un mode d'action au service d'une cause ?

Le premier jugement sévère, celui qui vient immédiatement à l'esprit et qui doit être évoqué, porte sur la magistrale, la désinvolte et l'imprudente incohérence qui caractérise l'action menée contre la menace islamique par le pouvoir politique depuis de nombreuses années et particulièrement depuis l'attaque sans précédent subie par l'Europe avec cette invasion migratoire orchestrée par l'État islamique en 2015 et toujours pas comprise comme telle par la classe politique, pour le malheur de la France et de l'Europe. Comment comprendre que les dirigeants politiques envoient la frange la plus courageuse, la plus loyale, la plus fidèle et la plus dévouée au service de la France de notre jeunesse à la mort pour combattre ce cancer islamique qui s'étend, cette idéologie totalitaire et mortifère qui a succédé à celles du XX<sup>e</sup> siècle, le nazisme et le communisme, et qu'au même moment, obsédés par une vision mondialiste et progressiste erronée, ils laissent ce même ennemi prendre racine sur notre sol ? À quoi cela sert-il de combattre par les armes cette hydre à l'extérieur et ne pas le faire sur notre territoire, en laissant cette dernière utiliser de façon subtile et cynique, outre l'outil meurtrier que constitue le terrorisme (les coupeurs de têtes), d'autres armes tout aussi efficaces, voire plus dangereuses sur le long terme pour le peuple français comme la démographie et nos lois démocratiques utilisées à nos dépens, notamment contre notre liberté d'expression (les coupeurs de langue) ? C'est, en fait, la stratégie adoptée en 2000, à Doha au Qatar, par l'OCI – et donc celle de l'islam conquérant – qui est appliquée par notre ennemi dans un rapport de forces auquel la France n'échappera pas. Nos dirigeants politiques et nos chefs militaires doivent l'admettre avant qu'il ne soit trop tard. Les premiers doivent enfin prendre conscience des conséquences dramatiques que leur renoncement est en train de produire avec la mise en danger de l'avenir de la nation et de la vie même

des citoyens. En ne réagissant pas fermement, ils se rendraient coupables d'un génocide, au moins par substitution, du peuple français, processus déjà engagé. Les seconds ne peuvent pas oublier leur raison d'être : ils se sont vu confier l'épée de la France pour la protéger et défendre son droit à la continuité historique. Et ils ne doivent pas, non plus, oublier que les forces armées exercent un sacerdoce au service, avant tout, du peuple qu'elles défendent, quels que soient d'ailleurs ses représentants.

Le deuxième jugement ou réflexion critique tout aussi sévère qui doit être formulé porte sur les décisions prises par ceux qui nous gouvernent ou qui nous ont gouvernés dans l'engagement de nos forces armées à l'extérieur. La justification de l'engagement, son opportunité ou la véritable motivation restent assez floues et leurs conséquences possibles semblent ne pas être étudiées, ou du moins ne pas être retenues par le responsable politique. Dans ce domaine, le citoyen ne peut pas connaître les différentes étapes du processus qui conduit le chef de l'État, chef des armées, à prendre une décision qui engage pourtant la France et les Français. Le cas du Mali est révélateur. Les opérations Serval et Barkhane n'auraient probablement jamais existé sans l'engagement de nos forces avec les Britanniques et le soutien des États-Unis en Libye décidé par le président Sarkozy. Le renversement du colonel Kadhafi et son élimination – quoi qu'on puisse penser de ce personnage – sont non seulement une erreur mais une faute géopolitique et géostratégique majeure et impardonnable sur le plan des intérêts bien compris de l'Europe et donc de la France. Il faut bien comprendre que l'Histoire est tragique et qu'on ne fait pas de politique avec de bons sentiments. Sans cette opération déstabilisatrice de toute la région, l'invasion migratoire déclenchée par l'État islamique en 2015, à partir de la Libye – et qui se poursuit aujourd'hui – n'aurait pas eu lieu. Il faut bien reconnaître que les conséquences de cette intervention sont catastrophiques et dramatiques pour notre pays. D'autant plus

qu'aucune action visant à corriger la situation n'a été entreprise depuis, bien au contraire.

Le cas de la Syrie et notamment de son bombardement ordonné en avril 2018, hors de tout mandat de l'Onu, par le Président Macron avec ses homologues américain et britannique, pour la punir après l'attaque chimique de Douma, est également révélateur de l'opacité d'une telle décision et surtout de ses réelles motivations. Sans compter les risques de représailles que peuvent provoquer ce type d'actions sur notre propre sol, surtout après les révélations récentes sur la manipulation, voire la modification orientée du rapport initial de l'enquête menée par la commission internationale, révélations qui semblent bien démentir l'implication des forces armées syriennes dans cette attaque chimique. Les contenants de produits chlorés n'auraient pas été largués par la voie aérienne comme cela a été affirmé, mais transportés au sol et mis en place et utilisés par les djihadistes. Nos dirigeants nous auraient-ils donc menti ? Dans ce cas, quelles étaient les véritables motivations de ce bombardement ?

Par ailleurs, comment oublier la livraison d'armes de la France, sous la présidence Hollande, à des factions islamistes en Syrie, le ministre des Affaires étrangères de l'époque – le même qui après la fin de la Guerre froide était pressé d'engranger les dividendes de la paix – osant affirmer que Al Nosrah (groupe djihadiste affilié à Al Qaïda) faisait du bon boulot !

Toutes ces décisions de nos dirigeants politiques sont d'une telle incohérence, d'un tel aveuglement et d'une telle aberration ! Elles sont cependant malheureusement responsables de ces dérèglements qui nous menacent directement à présent. Pourtant l'essence du politique ne consiste-t-elle pas avant tout à protéger le peuple en assurant la sécurité à l'extérieur et la concorde à l'intérieur ? Nous en sommes manifestement loin.

Quant à la situation au Mali aujourd'hui, il y aurait beaucoup à dire. Si l'intervention de la France, décidée par le Président Hollande avec l'opération Serval fut un succès sur le plan militaire contre les djihadistes, on peut regretter que ce dernier n'ait pas été exploité rapidement sur le plan politique, en mettant tout en œuvre pour favoriser l'avènement d'un Mali rénové qui prenne en compte les réalités ethniques de ce pays. Le système politique en place était, en effet, non seulement corrompu, mais dépassé et injuste, à l'image du pays divisé notamment avec les revendications d'autonomie exprimées par les populations du nord. Par manque de vision et probablement de courage, nos dirigeants politiques n'ont pas franchi le pas à un moment où l'engagement de la France était pourtant soutenu par la faveur et l'enthousiasme des populations maliennes. Ils ont préféré privilégier l'organisation d'élections présidentielles anticipées, dont chacun pressentait qu'elles ne régleraient rien en l'absence d'un changement radical du système politique périmé. La situation ne pouvait donc qu'empirer et l'opération Barkhane qui a succédé à Serval le 01 août 2014 intervient dans des conditions bien difficiles aujourd'hui, plus de cinq ans après, avec ce cancer du Nord-Mali qui s'est répandu au fil des ans dans tout le Sahel. Et la France reste bien seule dans ce qui pourrait finalement devenir un bourbier si elle n'y prend pas garde. Car l'Union européenne de son côté se voile la face, le G5 Sahel reste une coquille vide, les États voisins et leurs armées sont dépassés et la situation devient de plus en plus critique. D'autant plus qu'après la recrudescence des attaques terroristes dans le centre et le nord du pays et les récentes pertes subies par les forces armées maliennes, des voix s'élèvent dorénavant de plus en plus pour demander le départ des forces militaires françaises, certaines réclamant à présent une aide militaire à la Russie. C'est dans ce contexte préoccupant que le ministre de la Défense malien, auditionné par les députés, tout en rappelant le rôle essentiel de la France dans la lutte contre le terrorisme islamiste au Mali, a annoncé l'arrivée prochaine de

militaires russes pour soutenir techniquement les forces maliennes. Le Mali et la Russie ont, en effet, signé en juin dernier un accord de coopération militaire et cette dernière cherche à renforcer son influence en Afrique. L'annonce de l'arrivée prochaine de militaires russes traduit-elle la volonté de la Russie d'y renforcer son influence au détriment de la France ou au contraire constitue-t-elle une opportunité de coopération avec notre pays dans cette guerre complexe engagée contre les islamistes au Mali en l'absence remarquable des partenaires européens ?

On le constate, le piège prévisible construit et provoqué par l'intervention désastreuse en Libye est en train de se préciser et de se refermer sur la France – isolée et, il faut le souligner, abandonnée par les Européens – car le maintien de sa présence, près de sept ans après le déclenchement de l'opération Serval, ne peut dorénavant, l'ennemi n'étant pas neutralisé, être considéré que comme un revers. Un désengagement brutal n'est cependant pas envisageable car il ferait le jeu des islamistes. Mais le risque à présent, c'est l'enlèvement qui peut conduire à l'échec et finalement à un départ forcé avec ses conséquences désastreuses, après les sacrifices consentis, sur le prestige et le rayonnement de la France en Afrique fortement dégradés.

**Général (2s) Antoine MARTINEZ**

président des Volontaires Pour la France